

---

## Recherches en histoire rurale. Sociétés rurales en modernisation, Pyrénées XIXe siècle, Burundi XXe siècle. Une histoire sociale du politique

Mémoire pour l'Habilitation à la direction de recherches, Université de Pau et des pays de l'Adour, 24 janvier 2000, 115 f°, jury constitué de Michel Brunet, Jean-Pierre Chrétien, François Constantin, Thérèse Locoh et Jean-François Soulet.

Christian Thibon

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/161>

ISSN : 1777-5434

**Éditeur**

Association des ruralistes français

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2000

ISSN : 1280-374X

**Référence électronique**

Christian Thibon, « Recherches en histoire rurale. Sociétés rurales en modernisation, Pyrénées XIXe siècle, Burundi XXe siècle. Une histoire sociale du politique », *Ruralia* [En ligne], 06 | 2000, mis en ligne le 25 janvier 2005, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/161>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# Recherches en histoire rurale. Sociétés rurales en modernisation, Pyrénées XIXe siècle, Burundi XXe siècle. Une histoire sociale du politique

Mémoire pour l'Habilitation à la direction de recherches, Université de Pau et des pays de l'Adour, 24 janvier 2000, 115 f°, jury constitué de Michel Brunet, Jean-Pierre Chrétien, François Constantin, Thérèse Locoh et Jean-François Soulet.

Christian Thibon

---

- 1 Un rappel introductif de nos différents environnements scientifiques et académiques n'est pas une simple concession au rituel d'une soutenance, il est l'illustration d'une démarche interdisciplinaire que nous avons vécue beaucoup plus en des termes d'apports croisés qu'en des termes de rapports d'autorité ou de préséance disciplinaire. Une telle démarche est justifiée par le domaine de nos recherches, la modernisation des sociétés rurales françaises au XIXe siècle, qui est devenue depuis les travaux de Maurice Agulhon, Alain Corbin, Philippe Vigier un classique de l'histoire rurale, est l'objet d'une réflexion qui s'étend bien au-delà de notre discipline, bien au-delà de la polémique franco-française au sujet de la thèse d'Eugen Weber sur « La fin des terroirs ». En effet les débats sur l'étendue, l'intensité et la chronologie de cette modernisation d'hier et d'aujourd'hui, et toujours d'actualité dans le Tiers Monde, recourent les analyses et les interrogations de la sociologie, de l'anthropologie et de bien d'autres disciplines mitoyennes de l'histoire, en particulier celles inspirées par la thèse de K. Polanyi sur la Grande Transformation.
- 2 Nos recherches, menées dans un premier temps sur les Pyrénées au XIXe siècle, s'inscrivent donc dans un tel courant historiographique d'études régionales qui nous incita, avec tant d'autres, à prendre le chemin des montagnes à la recherche des Républiques au village. De plus elles désiraient répondre en partie à une préoccupation

scientifique pluridisciplinaire sur les relations entre le centre et les périphéries comme à une curiosité toute personnelle et quelque peu patrimoniale qui se résumait alors dans une question existentielle, comment sommes-nous devenus français ?

- 3 Débutant par une monographie d'un pays pyrénéen de la partie orientale du massif, le Pays de Sault, elles prirent dès mon arrivée à l'Université de Pau et des pays de l'Adour des formes plus thématiques et sélectives, échantillonnées, portant sur la partie occidentale, essentiellement des vallées bigourdanes et béarnaises ; ce faisant elles ont combiné deux approches, une microhistoire et une macrohistoire structurelle, privilégiant toutes deux une même méthode, une « mesure par le bas », une échelle de reconstitution au contact des maisons et des familles, des communautés et des communes, des terroirs et des territoires, elles ont opté pour un angle de vue d'abord d'histoire politique, puis d'histoire sociale, c'est-à-dire une reconstitution des conflits et des stratégies, des interactions à l'œuvre dans le cours de l'histoire puis une prise en compte des contextes et situations socio-économiques, des règles et des formes.
- 4 Les conclusions dégagées, du moins la trame historique produite et le bilan dressé à la veille de la Première guerre mondiale, dévoilent une modernisation marquée par une double originalité, d'une part l'accélération des changements perceptibles dans les comportements, les attitudes des montagnards que l'on peut brièvement résumer par la mutation des « primitifs de la révolte en fantassins de la République », de la dissidence à l'identification nationale, d'autre part l'inachèvement d'un processus historique qui dessine un attachement à une ou des pyrénéités culturelles, territoriales... elles mettent en évidence dès le Second Empire et plus encore sous la Troisième République, sous couvert d'un désenclavement, d'une domination à l'actif de l'État, de l'économie et de la société des plaines, un chevauchement des sociétés locales et d'un environnement extérieur régional-national qu'il ne convient donc pas d'opposer systématiquement. Un tel chevauchement prit différentes formes économiques, sociales, idéologiques, culturelles et psychologiques en suivant des voies diverses allant de l'échange à la séduction croisée.
- 5 L'intérêt de cette histoire, moins héroïque que celle de la première partie du XIXe siècle réside, nous semble-t-il, dans les capacités d'arrangement, d'adaptation et d'appropriation des changements comme des interventions extérieures de la part des sociétés locales et paysannes. En effet les sociétés pyrénéennes relevèrent les défis et les désenchantements de la modernisation, dont la sortie des modèles communautaires, dans les deux domaines aussi vitaux que symboliques de la vie politique et de la vie économique : d'une part, les Pyrénéens inventèrent un modèle politique qui leur offre un sens, une cohérence comme des éléments de distinction, en mariant leurs perceptions culturelles aux idéologies nationales, l'identité territoriale et l'identité nationale, le communalisme et le jacobinisme apprivoisé ; d'autre part, ils expérimentèrent des stratégies économiques adaptant les impératifs internes de leur reproduction domestique économique et socioculturelle « coutumière » aux nouveaux environnements économiques et culturels, suivant la voie d'un développement d'une « co-intégration » selon l'expression de l'historien québécois Gérard Bouchard, qui recourt aux revenus extérieurs sans remettre en cause les équilibres internes des maisons et exploitations. Dans ces conditions, on a l'impression que le changement a été traditionalisé et la tradition modernisée, que les mutations ont été digérées. Au demeurant, cette synthèse dont les performances économiques restèrent limitées, fut facilitée par trois tendances structurelles également originales, les possibilités de « maintenance », d'innovations du

système économique local, le resserrement de la société rurale montagnarde autour de la paysannerie usagère, enfin l'affirmation des territoires en filiation avec les anciens terroirs et pays.

- 6 Au tournant des XIXe-XXe siècles, les Pyrénées ne nous offrent l'image ni de la fin des terroirs, ni de celle des paysans ; bien au contraire, elle témoigne sur fond d'aisance d'une certaine apogée d'une société et d'une civilisation montagnardes. Cependant cet épisode fut de courte durée, remis en cause par les nouvelles contraintes de l'Entre-deux-guerres puis celles fatales des Trente glorieuses. La variante régionale proposée affine donc le tableau des modernisations rurales françaises, elle nuance les visions conceptuelles courantes sur l'histoire pyrénéenne contemporaine, qui sur-signifient l'effacement des sociétés sous le poids de la dépendance, de la domination ou d'une déculturation, voire d'un colonialisme intérieur ; elle révisé quelque peu la nature des relations centre/périphérie. Cette mise au point conceptuelle nous permet de mesurer « tout l'écart entre la réalité disparue et ses témoignages langagiers » selon l'expression de R. Koselleck, l'écart entre une réalité et des enchaînements, des fixations théoriques, voire des imaginaires projetés sur la société ancienne dite « traditionnelle » par des perceptions urbaines et forgés dans des contextes différents du XXe siècle.
- 7 Mais en deçà de ces résultats encore perfectibles, ces travaux menés sur l'histoire pyrénéenne et les interrogations qu'ils soulevèrent, affinèrent notre problématique de départ ; ils contribuèrent à faire évoluer notre perception de la transition des sociétés rurales en modernisation. Plus précisément, ils mirent en évidence la tension, présente au moment de leur basculement dans la modernité, entre les conditions de désintégration, de déstructuration, souvent imposées, qui touche leur milieu, leur écosystème, leur population et leur univers mental, et les ressorts endogènes d'intégration. Ce concept-horizon d'intégration peut se traduire par le maintien et la production du lien social, aussi renvoie-t-il à deux définitions, deux propriétés : une intégration interne du groupe, de la société étudiée et une intégration externe perceptible dans les relations de la société locale avec son environnement. Ce recentrage de notre problématique nous amena à déplacer, à mi-parcours, notre programme de recherches, choisissant un terrain et une actualité, une société rurale en prise avec une modernisation, en l'occurrence l'Afrique des Grands Lacs et le Burundi du XXe siècle.
- 8 Toutefois à l'image d'une mise en intrigue scientifique, cette présentation force, rationalise quelque peu notre démarche. Il convient de reconnaître que celle-ci ne fut pas une révélation, bien au contraire : elle résulte d'un tâtonnement d'une réflexion amorcée au contact de l'histoire pyrénéenne qui chemina lors de notre premier séjour en Afrique puis au Burundi, et qui prit corps dans la confrontation de situations historiques apparemment très différentes. Ce va-et-vient entre deux champs de recherche dessina peu à peu une comparaison qui, de prime abord, ne se voyait pas clairement, même s'il existait au départ une volonté comparatiste et une sensibilité développementaliste qui reconnaissaient autant la diversité des réponses et des réactions des sociétés rurales qu'une certaine universalité des défis historiques.
- 9 Au demeurant ce grand écart, cette comparaison exotique ne s'imposèrent définitivement qu'à la suite des premiers travaux d'histoire démographique sur le Burundi, au fur et à mesure que nous approfondissions cette question : on y retrouvait les termes d'un scénario historique connu, celui du piège ou de la transition démographique qui se ferme sur une société confrontée à une accélération historique, des changements économiques et culturels intenses, un scénario déjà observé par Emmanuel Le Roy Ladurie dans son

étude sur les paysans languedociens, mais également un scénario pyrénéen que nous avons suivi de près.

- 10 Une telle orientation, quelque peu en rupture avec une certaine habitude universitaire de l'historien en charge ou gardien d'un terrain historique, s'inspire des recommandations d'une histoire problème : celle-ci s'attache à étudier une question, construit et déconstruit une problématique en suivant l'histoire en œuvre ; elle relève également d'une histoire « problématisation », car en histoire contemporaine l'intérêt découle bien souvent des problèmes du présent et réside dans la lecture des origines du présent, quitte à démythifier ou à dédramatiser les vérités historiques installées, les causalités affirmées. Ainsi nos recherches burundaises retrouvèrent, dans un deuxième temps, la problématique de la désintégration des sociétés rurales en modernisation et de leur difficile sortie des modèles communautaires, certes dans un contexte historique différent et singulier (tropical, colonial...) mais avec des défis fort proches dans les deux espaces-temps montagnards examinés.
- 11 Ce deuxième volet de nos travaux a suivi un plan différent, une histoire sociale et démographique débouchant sur une histoire politique, c'est-à-dire un programme de travail, quasiment à l'inverse de celui concernant les Pyrénées. Il s'intéressa d'abord aux conditions de désintégration de la société rurale burundaise en reconstituant son histoire démographique, pour aborder ensuite une lecture sociale du politique. Mais les mêmes ancrages et priorités méthodologiques ont été conservés, la même primauté a été accordée à l'examen des unités domestiques et de leurs stratégies de reproduction, aux microstratégies familiales.
- 12 Cette fois-ci, l'interprétation d'une synthèse historique à l'exemple du cas pyrénéen a fait place à l'analyse d'une crise multidimensionnelle dont les génocides ethno-politiques actuels sont une des manifestations. Une telle dramatisation de l'histoire immédiate burundaise ne résulte pas d'une fatalité a-historique, démographique, géopolitique voire naturelle ou d'une anormalité culturelle ou psychologique. En deçà de l'emprise événementielle qu'il ne faudrait pas négliger, elle est l'illustration d'une tension aiguë entre une modernisation, une grande transformation conflictuelle et les réponses, les ressorts d'intégration politique et socioculturelle. Aussi nous nous sommes intéressé au premier de ces paramètres, d'abord aux dynamiques démographiques en crise qui sont d'une intensité exceptionnelle, à l'exemple de l'impossible transition migratoire ou de l'impossible reproduction familiale, ensuite à leur traduction individuelle domestique familiale au travers des contraintes et des stratégies de survie et de reproduction. Cette reconstitution compose le décor et nous dessine, en partie, le scénario d'une crise dans laquelle, à défaut d'une invention politico-culturelle par le bas, une société désemparée et désenchantée a trouvé une réponse voire une compensation dans la manipulation et l'étiquetage ethnique, dans des itinéraires identitaires exclusifs.
- 13 Quel bilan et quelles perspectives peut-on tirer d'un tel programme de recherches, tant sur le plan des connaissances acquises qu'au sujet des méthodes ou de nouvelles orientations de recherche ? Au sujet de la première des ces deux questions, la réponse sera réservée. Tous les domaines de recherche, et c'est particulièrement le cas de l'histoire pyrénéenne et plus encore celui de l'Afrique des Grands Lacs, gardent en leur sein une part d'énigme et d'inexploré. Par ailleurs, nous sommes trop conscients des limites inhérentes au travail de l'historien, aussi bien dans l'accès aux sources, dans l'identification des faits que dans leur interprétation, trop conscient de nos propres limites et travers que nous avons présentés sous la forme d'une égohistoire, trop

conscient pour reconnaître, en fin de compte, le caractère incomplet de nos résultats qui bien souvent s'apparentent à un arrêt sur propos, trop conscient pour éviter de conclure ou de prétendre que l'histoire écrite, il est temps d'en tourner la page. Cependant, à partir d'une certaine décantation des connaissances et d'un savoir-faire, une sorte d'état des lieux et un examen critique de nos pratiques nous apparaissent possibles, du moins un tel bilan nous autorise-t-il à nous hasarder sur le terrain d'une double réflexion méthodologique conceptuelle et thématique. Au demeurant l'esprit de la procédure de l'habilitation répond, nous semble-t-il, à une telle attente : il sollicite autant une discussion des notions-concepts, des outils comme des méthodes, d'un savoir-faire, qu'une présentation, une identification prospective des thèmes comme des chantiers de recherche en prolongement de notre travail. Deux sujets nous semblent dignes de discussion : la défense d'une démarche comparative et conceptuelle, et une histoire sociale du politique.

- 14 Au regard des contextes scientifiques fluctuants, favorables puis critiques, la défense d'une histoire comparée paraît pour beaucoup compromise, pourtant elle reste à nos yeux toujours pertinente. Cette démarche est indiquée pour l'histoire contemporaine, qui s'intéresse aux trajectoires universelles de la modernité, au « temps mondial » et aux réactions suscitées dans les sociétés rurales qui vécurent ou vivent cette transformation, y compris celles qui nous apparaissent les plus traditionnelles, enracinées à des cultures. Cette expérience comparative qui ne porte pas sur des ensembles mais sur des processus, des histoires en œuvre, est alors une source d'inspiration, agissant comme une boîte à outils et comme un gisement de réflexions qui en confrontant des situations historiques offrent de nouvelles perspectives dans la recherche, la reconstitution et l'interprétation des faits. Dans notre cas, ceci se réalisa d'une façon quelque peu utilitariste. Concrètement elle se limita à une description comparée, voire à une analyse comparative qui opéra par va-et-vient entre deux terrains de recherche, elle mit en évidence deux grilles d'analyse concernant les transitions rurales. La première renvoie à la problématique de l'intégration, c'est-à-dire la capacité ou non des sociétés rurales à assimiler les changements sous les traits d'une appropriation par le bas selon plusieurs scénarios que nous pouvons inventorier comme la dialectique réussie du centre et de la périphérie, la médiation par les instances locales ou intermédiaires, par les familles, par le recours à des imaginaires ou des idéologies, par l'événement et la vie politique. La seconde porte sur les conditions de désintégration dont les modes de transformation des régimes démographiques, les transitions démographiques. À ce sujet, nous retrouvons toute la pertinence de l'analyse proposée par F.G. Bailey dans son ouvrage *Les règles du jeu politique*, ainsi que d'autres approches dont celle de la géographie sociale défendue par notre collègue G. Di Méo, à savoir la mesure des capacités de « maintenance » technique, politique et culturelle des sociétés rurales, qui conditionnent l'existence de règles d'ouverture ou de fermeture des sociétés, des règles pragmatiques ou normatives, la gestion ou non des tensions tant celles internes aux sociétés que celles consécutives aux relations entretenues avec leur environnement extérieur.
- 15 Ce travail comparatif qui se situe dans la phase d'analyse bien avant l'écriture et la restitution n'ambitionne pas de conclure en un modèle d'évolution d'inspiration développementaliste, encore moins en une carte conceptuelle ; il nous semble prolonger les techniques d'analyse, le raisonnement analogique de la critique historique. Toutefois la démarche comparative peut également prendre une forme plus dynamique : il s'agit alors d'une comparaison incorporée qui subordonne la comparaison à une question de

fond, à un questionnaire, certes en relation avec l'objet de nos recherches mais plus ambitieuse, élargie puisqu'elle embrasse les crises nationalistes européennes d'hier et les crises ethniques africaines d'aujourd'hui. Enfin, quelle que soit la nature de ces comparaisons (macro-comparaison analytique ou comparaison incorporée), cet exercice a un dernier mérite, il nous met sur la voie d'une problématique qui n'était pas une donnée de départ : toute l'importance de la politique comme producteur de sens et de cohérence sociale perceptible dans les périodes d'apprentissage politique ou d'entrée en politique de sociétés rurales en modernisation, toute l'importance des dimensions sociales du politique.

- 16 La problématique de départ n'a donc pas changé mais elle s'est resserrée aujourd'hui sur un domaine, l'histoire sociale du politique. Cet axe que nous pouvons rapprocher de certaines nouvelles tendances de l'histoire politique et de la sociologie historique du politique, a identifié des thèmes et privilégié un angle de vue, un champ de recherche, autant de pistes de recherche en complément de nos travaux que nous pourrions étendre soit à des espaces temps mitoyens des pyrénéens, soit à des situations historiques similaires.
- 17 À vrai dire, ces thèmes débordent le cadre d'une recherche individuelle, ils renvoient à des interrogations qui ont, trouveront leur place dans des chantiers ou des projets collectifs et pluridisciplinaires portant sur les sociétés rurales du grand XIXe siècle européen et sur l'actualité africaine. Ces questions concernent : les voies de l'échange et de l'allégeance, la place des corps intermédiaires dans les relations du centre et de la périphérie ; les cheminements du politique, de l'engagement et de l'identification en reconstituant ses dimensions sociales voire psychologiques ; l'importance des sous-cultures politiques qui agissent comme des grammaires cachées dans la vie politique ; enfin les itinéraires identitaires partisans et leur aspect dynamique, le sentiment d'appartenance qui se décline selon les circonstances entre le national, l'ethnique ou le local, le social et le communautaire. Le dénominateur méthodologique commun de ces quatre thèmes est le choix d'un angle de vue et d'une échelle qui valorisent le rôle des individus, le poids des unités de vie, leurs stratégies et leurs usages inventifs. À l'évidence il y a une certaine concession à une mode scientifique recourant à l'individualisme méthodologique, mais la prise en compte de la sphère privée peut être d'une grande potentialité. En effet la famille et la parenté composent cet « humus des civilisations », selon l'expression de Fernand Braudel, et la sortie des modèles culturels propre à chaque modernisation est aussi, surtout, une sortie des modèles familiaux, c'est-à-dire une révolution anthropologique silencieuse que l'on a trop souvent sous-estimée.
- 18 Cette histoire de la famille dans la société rurale en crise reste à faire, car les changements expérimentés ou imposés agissent selon les contextes et selon les modèles familiaux sur la socialisation politique, autant sur les perceptions politiques que sur les demandes politiques ; elle pourrait nous expliquer les modes d'adhésion des sociétés rurales et des sociétés urbaines qui en sont les héritières à tel ou tel régime politique, y compris aux formes les plus autoritaires et les plus suicidaires.

---

## INDEX

**Index chronologique** : XIXe siècle, XXe siècle